

COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020-2021

Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a plus de 40 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



Centraide
du Grand Montréal



*Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales*

Québec 



**COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT**

5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

TABLE DES MATIÈRES

MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA	4
PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT	5
SERVICE AUX LOCATAIRES	9
DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL	12
CONCERTATION LOCALE	16
DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS	18
VIE ASSOCIATIVE	23
FINANCEMENT	30
ANNEXE	31

MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA

Chers et chères membres, militantEs, requérantEs et partenaires,

En pleine crise du logement, nous avons eu à composer avec une crise sanitaire qui a exacerbé les difficultés multiples que vivent les locataires, en particulier les ménages à faible revenu. Le Comité logement Rosemont a, tout de même, continué à lutter pour nos droits individuels et collectifs. Malgré les multiples embûches, nous terminons l'année 2020-2021 sous le thème de la résilience.

L'équipe de travail et le conseil d'administration ont eu à s'adapter rapidement à de grands et profonds changements dans leur façon de travailler. En effet, alors que les appels à l'aide de locataires à risque d'être sans logis continuaient d'affluer, nous n'avions pas accès à nos locaux, en respect du confinement décrété au printemps 2020. Il fallait trouver de nouvelles façons de communiquer avec les membres et militantEs, de répondre aux demandes de services et d'adapter nos activités d'éducation populaire. C'est ainsi qu'une bonne partie de nos rencontres s'est faite en ligne.

La lourdeur du confinement, principalement lors des trois premiers mois, a énormément affecté l'équipe de travail. Nous sommes conscientEs que l'impact a été encore plus grand pour plusieurs de nos membres, qui vivent dans l'isolement et la précarité, et qui n'ont pas accès à Internet. L'annulation presque totale des Assemblées logement et Tables des requérantEs, pierres angulaires de notre vie associative, a eu des répercussions sur le dynamisme de l'organisme. On remarque également que le confinement et les restrictions au droit de se réunir se sont accompagnés d'une baisse du nombre de nos membres.

Au-delà du ralentissement de nos activités, les enjeux liés au logement ont été particulièrement mis à l'avant-plan. Il ne s'est pratiquement pas passé une semaine sans qu'on ne parle du droit au logement dans les médias. Nous avons continué les luttes, entre autres au sein du FRAPRU et du RCLALQ, et nous nous sommes fait entendre par divers moyens : présence médiatique accrue, affichages réguliers dans les rues, cybermobilisations, campagne de cartes postales du RCLALQ.

Le Comité a poursuivi la préparation de sa campagne *Pour des terrains 100% collectifs à Rosemont* et travaillé à organiser un lancement public sur le site que nous ciblons. Parmi les autres gros dossiers qui nous ont occupés, mentionnons la réforme de nos règlements généraux et la mise à jour de nos listes de requérantEs, ainsi que le passage à la téléphonie IP. Pour favoriser la participation de nos membres, le Comité a investi dans l'achat de tablettes, et mis des locaux et ordinateurs à leur disposition pour participer aux activités.

Grâce à la précieuse aide de nos bailleurs de fonds, partenaires et alliésEs, mais surtout de notre base militante et de nos bénévoles, le Comité est resté présent et a pu se réorganiser! Nous tenons à vous remercier.

Vous trouverez dans ce rapport d'activités un bilan de cette année bien particulière. C'est ensemble que nous ferons de notre devise « Un toit pour tout le monde! » une réalité.

Solidairement,

L'équipe de travail et le conseil d'administration du Comité logement Rosemont

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

CAMPAGNES LOCALES

POUR DES TERRAINS 100% COLLECTIFS DANS ROSEMONT

Pandémie oblige, l'équipe de travail a dû réajuster la planification des activités prévues pour mener cette lutte locale. Les différents comités (coordination, appuis et promotion) se sont rencontrés une douzaine de fois. Le comité de coordination est composé d'une dizaine de personnes : membres, militantEs et représentantEs de l'équipe de travail et du CA. Plusieurs choses ont été réalisées, mais il reste à trouver le bon moment pour tout mettre en branle. La pétition et la lettre d'appui sont prêtes, ainsi que le visuel de notre campagne.

Un groupe d'étudiantEs de l'École de design de l'UQAM a presque finalisé des maquettes qui visent à repenser l'usage du terrain situé au 3737, rue Sherbrooke Est, siège social du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM, autrefois CSDM). Celles-ci seront rendues publiques en 2021-2022.

Le site a fait l'objet d'une joute de ping-pong entre le CSSDM et la Société québécoise des infrastructures (SQI). On compte obtenir une consultation publique afin de déterminer l'utilisation future du terrain. L'année 2021-2022 sera cruciale pour l'avenir de ce site.



HAUSSES DE LOYERS

Toujours aussi importante en matière d'éducation populaire et de lutte à la pauvreté, notre campagne « Oui, vous pouvez refuser une augmentation de loyer! » a été reconduite en 2020-2021. Les membres du Comité logement se sont mobilisés cette année lors de deux journées pour faire de l'affichage et du tractage sur les hausses de loyer. Des centaines d'affiches ont été posées sur les grandes artères de Rosemont et nous avons distribué des milliers de dépliants dans les grandes conciergeries des secteurs Vieux-Rosemont et Marie-Victorin, pour informer les locataires sur leurs droits face à une hausse de loyer et les référer à notre service d'information juridique.

ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Le Comité a maintenu ses ateliers d'éducation populaire. Il s'est adapté aux circonstances exceptionnelles et a appris à organiser et à animer ses ateliers en ligne. Rappelons l'importance de ces rencontres qui renforcent l'empowerment des locataires participantEs et représentent une des portes d'entrée du Comité.

Cette année, nous avons, somme toute, tenu 17 sessions d'information sur le logement social qui ont accueilli un total de 115 participantEs, soit 14 sessions offertes en personne au Centre Lapalme et trois en ligne. Comme toujours, nous avons donné cet atelier aux groupes qui en ont fait la demande.

Le Comité a animé quatre sessions pour des groupes en insertion professionnelle, intégration des immigrantEs récentEs, nouvelles et nouveaux arrivantEs et inclusion des personnes en situation de handicap.

Trois ateliers sur les droits des locataires en présentiel et virtuel ont rejoint 37 personnes d'organismes oeuvrant en insertion, intégration et inclusion.

Cette année, le Comité a élaboré un nouvel atelier spécialement conçu pour des classes de francisation du Cégep de Rosemont : « Mythes et réalités ». Il vise à expliquer de manière simple et accessible les droits de base des locataires à des classes de francisation pour nouvelles et nouveaux arrivantEs du monde entier. Une nouvelle collaboration qui, nous l'espérons, se pérennisera.

Thème	Lieu	Nombre	Personnes
Logement social	Centre Lapalme/En ligne	17	115
Logement social	Projets PART (en personne)	1	15
Logement social	PARDEC (en ligne)	1	10
Logement social	Vie Autonome (en ligne)	1	15
Logement social	SIMO (en personne)	1	7
Droits des locataires	Projets PART (en personne)	1	15
Droits des locataires	Vie Autonome (en ligne)	1	12
Droits des locataires	L'Hirondelle (en ligne)	1	10
Mythes et réalités	Cégep de Rosemont (en ligne)	2	30

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES DU COMITÉ

- Bulletin d'information des membres Le Baux Fixes – 3
- Cahier de la Table des requérantEs – 2
- Articles et calendrier des activités sur le site web – mises à jour régulières
- Publications sur Facebook – mises à jour régulières
- Napperon de l'Assemblée logement – 1

PAGE FACEBOOK

La page Facebook du Comité logement Rosemont continue d'augmenter sa portée. Elle a atteint les 1500 mentions « J'aime » et 1 700 abonnéEs. Elle est alimentée régulièrement d'articles sur les enjeux logement, d'éditoriaux et d'informations sur l'activité communautaire du quartier. Les publications qui ont généré le plus de vues étaient des partages des actions que nous avons menées ainsi que de l'information sur les reprises, évictions et « rénovictions », sujets chauds cette année.

SITE INTERNET

Notre site Internet <http://www.comitelogement.org> a été mis à jour régulièrement et totalise 4 893 visites pour un total de 16 473 pages consultées en 2020-2021.

COUVERTURE MÉDIATIQUE ET COMMUNIQUÉS DE PRESSE

La montée exponentielle des problématiques liées au logement aussi appelée crise du logement, même si des éluEs nient toujours qu'elle existe, a suscité l'intérêt grandissant des médias et du public en général. Le Comité a saisi la balle au bond pour s'exprimer publiquement. En outre, il a constamment été sollicité par les médias à la recherche d'information, de témoignages, de rétroactions, voire de réactions à chaud.

Article « Rosemont : La pandémie ralentit la livraison d'un projet de logements sociaux dans Rosemont » par François Carabin, publié dans le Journal de Rosemont – 30 avril 2020.

Article « Rosemont : Montréal achète un terrain pour construire des logements sociaux » par Zoé Magalhaès. Publié dans le Journal de Rosemont – 4 juin 2020.

Entrevue à Noovo sur la pénurie de logements – 11 juin 2020

Article « Les comités de logement s'inquiètent face à la pénurie dans Rosemont – La Petite-Patrie » par Zoé Magalhaès, publié dans le Journal de Rosemont – 17 juin 2020.

Article « Crise du logement : les restrictions pour la transformation des logements font débat » par Zoé Magalhaès, publié dans le Journal de Rosemont – 30 juillet 2020.

Article « COVID-19 : La vague redoutée de non-paiements de loyer n'a pas eu lieu » par Carole Cote, publié dans le Journal Métro – 12 août 2020.

Article « Logement : Rosemont – La Petite-Patrie restreint les conversions de plex » par Zoé Magalhaès, publié dans le Journal de Rosemont – 6 octobre 2020

Article « Projet de transformation d'une clinique en logements locatifs sur Bellechasse » par Jason Paré, publié dans le Journal de Rosemont – 5 novembre 2020

Article « Rénovictions : des locataires de Rosemont témoignent » par Zoé Magalhaès, publié dans le Journal de Rosemont – 12 janvier 2021.

Article « Des logements sociaux réclamés pour l'est de Montréal » par Coralie Hodgson, publié dans Métro Média – 25 janvier 2021.

Article « Protesters demand more government funding on social housing programs » par Reina Ephrahim, publié dans The Link – 9 février 2021

Article « Nouvelle étape pour un projet immobilier sur de Bellechasse » par Naomie Gelper, publié dans le Journal Métro – 10 mars 2021.

Article « Évictions de locataires à la pelle » par Olivier Faucher, publié dans le Journal de Montréal – 29 mars 2021.

Entrevue radio « L'année record d'évictions d'appartement sous la loupe » avec Mario Dumont et Vincent Dessureault, sur QUB Radio – 29 mars 2021.

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUES

ARRONDISSEMENT ET VILLE DE MONTRÉAL

Cette année, les interventions auprès de l'Arrondissement ont été nombreuses et diversifiées. En raison de la pandémie, les séances du conseil d'arrondissement se sont tenues en ligne. Malheureusement, l'Arrondissement a choisi une plateforme de diffusion sans interaction possible. Il n'y avait donc pas place aux échanges, par des sous-questions et demandes de précisions. Le Comité s'est plaint de cette entrave à la démocratie. Nous avons d'ailleurs demandé l'appui de la TROVEP de Montréal en ce sens, qui a écrit à différentes instances de la Ville afin de souligner cet aspect négatif de la démocratie municipale.

Outre plusieurs coups de téléphone et des dizaines de courriels envoyés à la mairie de l'Arrondissement ou aux personnes responsables de différents dossiers, le Comité est intervenu à trois reprises lors des séances du conseil d'arrondissement. Une question a été posée concernant les inspections de logements demandant à ce qu'elles se fassent en personne. Une autre intervention demandait l'appui des éluEs pour que le site du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) soit développé pour des projets 100% collectifs. Même si la réponse a été positive, elle manquait d'engagements, surtout sur le plan du logement social.

Enfin, deux questions à la séance de décembre ont été posées au sujet des évictions. L'une par un locataire, qui représentait une dizaine d'autres locataires menacés d'éviction, et l'autre par le Comité demandant que l'Arrondissement pose des gestes concrets pour limiter les abus. Malgré une indignation bien sentie de la part des éluEs, l'Arrondissement ne s'est pas engagé à faire quoi que ce soit pour mettre des bâtons dans les roues de ces fossoyeurs de logements locatifs.

Le Comité a profité des rencontres du Concerto de la CDC pour interpellé de vive voix un élu de l'Arrondissement concernant les inspections et les évictions.

Mentionnons qu'une rencontre virtuelle a eu lieu conjointement avec une camarade du Comité logement de La Petite-Patrie et le Service de l'habitation de la Ville de Montréal concernant l'insalubrité.

FÉDÉRAL

Les rencontres avec les éluEs ou leurs représentants ont eu lieu dans le cadre des Concertos de la CDC. En mai 2020, suite à une intervention du Comité en lien avec la Stratégie canadienne sur le logement, le député de Rosemont, Alexandre Boulerice, a pris la parole à la Chambre de communes dans le sens de notre demande. Enfin, nous tenons à le remercier ainsi que son équipe pour son importante aide dans le dossier des Emplois d'été Canada.

PROVINCIAL

Une grande partie des pouvoirs et des enveloppes en habitation relève du gouvernement provincial. Il y a eu plus de discussions, voire de collaborations, avec le bureau du député Vincent Marissal, qui a fait plusieurs interventions en notre faveur. Le Comité logement Rosemont tient à souligner l'aide apportée dans le dossier du site du CSSDM que nous revendiquons pour du logement social et des initiatives collectives.

SERVICES AUX LOCATAIRES

Les services du Comité logement Rosemont sont toujours aussi en demande. Nous avons retourné en moyenne plus de 2 000 appels par mois, principalement pour de l'information juridique, mais également pour des questions sur le logement social et sur la recherche de logement en contexte de pénurie.

SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

HORAIRE ET RESSOURCES HUMAINES

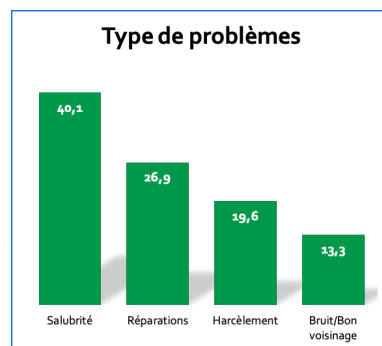
Disponible 24 heures par semaine, notre service d'information juridique a été assuré par un employé salarié du Comité et deux employéEs contractuelLEs/temporaires. Nous avons comptabilisé nos interventions de deux façons différentes, selon qu'elles étaient faites dans nos locaux ou en télétravail, en raison de l'impossibilité alors d'accéder à notre base de données à distance.

NOMBRE ET TYPE D'INTERVENTIONS

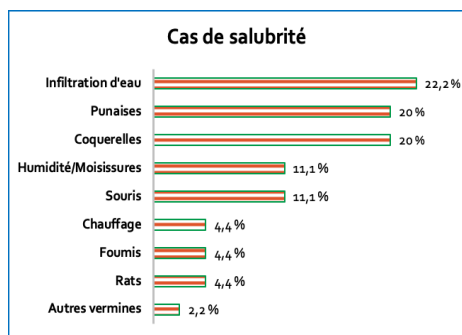
Cette année, en raison de la pandémie de COVID-19, les rendez-vous en présentiel pour la rédaction de mises en demeure et pour la préparation des audiences des locataires au Tribunal administratif du logement (TAL) ont été considérablement réduits selon les consignes de la Santé publique. Ainsi, ce sont 72,9 % des interventions qui ont été réalisées par téléphone et/ou par échanges courriel pour la correction des mises en demeure et pour la préparation des locataires à leur audience. Nous n'avons reçu que 24 locataires en rendez-vous personnalisés en 2020-2021.

Les demandes d'information par courriel ont également explosé avec 350 requêtes comparativement à 69 l'an dernier.

Nous avons rédigé ou corrigé plus de 78 mises en demeure de locataires, ce qui constitue la majorité des interventions, à 87,5%. Parmi les interventions restantes, 12,3% étaient de l'information produquée pour la préparation des locataires à une audience au Tribunal administratif du logement.



PROBLÈMES DE LOGEMENT DANS ROSEMONT



Ce sont les litiges liés à la salubrité des logements qui constituent la majorité des problèmes vécus par les locataires dans une proportion de 40,1% en 2020-2021. Les infiltrations d'eau (22,2%), la présence de punaises de lit et de coquerelles respectivement à 20% ainsi que l'humidité excessive et les moisissures visibles (11,1%) sont les cas les plus fréquemment rencontrés.

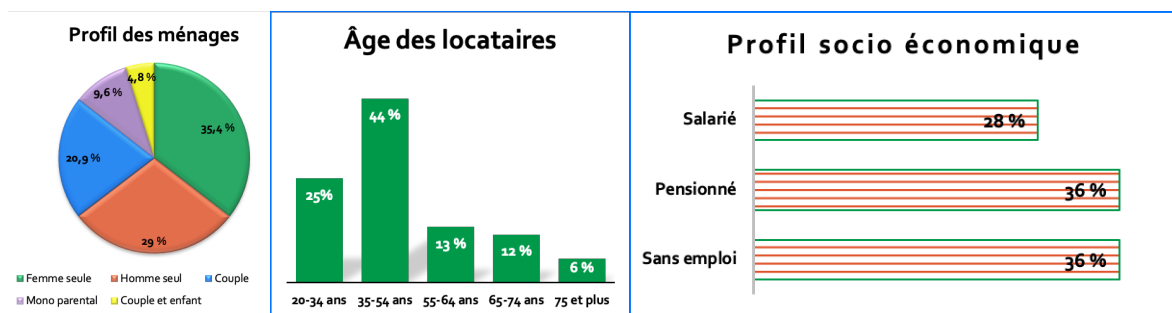
Viennent ensuite les cas de demandes de réparation au logement (26,7%), les cas de harcèlement (19,6%) et les

problèmes concernant le bruit excessif et l'incivilité (13,3%). Nous avons calculé 128 augmentations de loyer dont 118 se sont révélées abusives, et répondu à des centaines de demandes d'information sur le sujet. De plus, 37 ménages locataires victimes d'une reprise de possession de leur logement par leur propriétaire nous ont contactés pour de l'information détaillée sur leurs droits.

PROFIL DES USAGERS ET USAGÈRES

Les statistiques suivantes ont été colligées uniquement lors de rendez-vous en présentiel avec les usagers et usagères du service et représentent environ le quart de nos interventions en 2020-2021. Elles doivent donc être considérées avec prudence en raison de leur échantillonnage restreint.

Les locataires issuEs de l'immigration composent 24,8% de l'ensemble des bénéficiaires de nos services. Les personnes vivant seules sont majoritaires à 64,4% de l'achalandage. Les personnes sans emploi et les aînéEs pensionnéEs représentent respectivement 36% des usagers et usagères, tandis que la tranche d'âge des 35 à 54 ans est toujours majoritaire à 44,2%. Les locataires ne sont pas éligibles à l'aide juridique dans une proportion de 72%.



VAGUE DE SPÉCULATION IMMOBILIÈRE SANS PRÉCÉDENT

Ce sont 17 immeubles récemment vendus qui nous ont été signalés par des locataires ayant subi d'énormes pressions par les nouveaux propriétaires pour leur faire quitter leur logement. Ce phénomène, communément appelé « rénoviction » dans les médias, a littéralement explosé en 2020-2021 à Rosemont où nous n'en recensons auparavant que quelques cas par an.

Face à ces spéculateurs immobiliers sans scrupule qui ne reculent devant aucun moyen, légal ou illégal, pour vider les immeubles de leurs locataires, nous avons organisé deux rencontres avec des groupes de locataires désirant résister et conserver leur logement. Si ces rencontres ont renseigné les locataires sur les méthodes employées par les spéculateurs et sur les dispositions légales pour contester d'éventuelles procédures de leur part, elles les ont assurément solidarisés en brisant l'isolement devant cette menace commune à leur droit au maintien dans les lieux.

Ces 17 immeubles qui totalisent environ 170 logements abordables seront, à court ou à moyen terme, soit rénovés et reloués à un loyer inaccessible pour les résidentEs du quartier, soit transformés en copropriétés indivises puis vendus à prix d'or.

SERVICE À DISTANCE

Durant les mois d'avril, mai et juin, le Comité s'est mis en mode télétravail et a maintenu ses services aux locataires. Nous avons reçu près de 600 appels durant cette période. N'ayant pas accès à notre base de données, nous n'avons pas comptabilisé nos interventions de la même façon qu'à notre habitude. Les demandes d'informations générales touchaient les sujets habituels pour la période du printemps/début été : hausses de loyer, évictions, salubrité, etc. Aux demandes habituelles se sont ajoutées des questions spécifiquement liées aux mesures prises pour endiguer la pandémie (confinements et mesures sanitaires) : paiement du loyer, droit de visite, déménagements, reconductions de bail, audiences au TAL, pour n'en citer que quelques-unes. L'anxiété et l'angoisse étaient les dénominateurs communs des locataires qui nous ont contactés durant ces mois de grandes incertitudes. Le Comité a donc informé et pu rassurer ces locataires au gré des mesures quasi quotidiennes adoptées par les gouvernements, ses institutions et le Centre Lapalme, une tâche particulièrement éprouvante en temps de désinformation et rumeurs démesurées.

VIOLENCE CONJUGALE ET FAMILIALE

Le Comité a pu constater que plusieurs problèmes sociaux ont été exacerbés par la pandémie, dont la violence conjugale et familiale, comme l'ont déclaré plusieurs services d'aide aux victimes de violence conjugale et familiale qui ont enregistré une forte hausse du nombre de personnes ayant recours à leurs services. Nous avons reçu une dizaine d'appels de femmes subissant de telles violences. Nous avons, du mieux que l'on a pu, aidé ces femmes dans leurs démarches pour trouver un toit.

Nous les avons référées à diverses ressources, dont l'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), pour les femmes admissibles, afin qu'elles puissent avoir accès à une habitation à loyer modique (HLM), où elles peuvent être traitées prioritairement. Il aura fallu, à l'occasion, jouer du coude pour que l'OMHM fasse son travail.

Le Comité a assurément aidé au moins quatre de ces femmes à se loger dans un HLM ou un OBNL d'habitation et suppose que celles qui n'ont pas donné suite à leur demande d'assistance ont réussi leurs démarches.

MÉNAGES SANS LOGIS

L'été 2020 aura confirmé ce que le Comité logement Rosemont et nos deux regroupements nationaux craignaient : des centaines de locataires se sont retrouvés à la rue en raison de la crise du logement.

Plus d'une trentaine de ménages nous ont contactés, ayant peur de ne pas se trouver un toit. Nous avons référé ces ménages aux ressources appropriées, tout en leur donnant l'information pertinente et les démarches à entreprendre pour avoir de l'aide (hébergement temporaire, entreposage, etc.). Le Comité travaille de concert avec ses deux regroupements nationaux sur le sujet, mais plus particulièrement avec le FRAPRU qui fait un suivi serré de chacun des dossiers que l'on transmet.

Le 1er juillet 2020, deux membres de l'équipe ont sillonné tout le quartier pour s'assurer que personne ne se retrouve à la rue. Cette tournée a aussi permis de faire connaître notre organisme aux ménages qui emménageaient dans le quartier.

DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Le Comité logement a continué de travailler, notamment de concert avec ses partenaires de Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation (BRIC), à veiller au développement du logement social dans Rosemont. Nous avons plusieurs bonnes nouvelles, mais nous sommes loin de voir la lumière au bout du tunnel de la crise du logement!

En dépit des pressions exercées auprès de nos différents gouvernements et de l'aide fort appréciée de la Ville de Montréal, qui achète et met en réserve des terrains, force est de constater que le développement du logement social est ankylosé par un sous-investissement chronique dans le programme AccèsLogis. Les unités de logement social se livrent toujours au compte-gouttes malgré des besoins toujours plus importants. Nous devons redoubler d'ardeur pour faire entendre raison au gouvernement provincial quant à l'importance des besoins en logement social pour les locataires de Rosemont, de Montréal et du Québec.

PROJET LIVRÉ

COOPÉRATIVE LE GORILLE, 5300 RUE MOLSON

Le projet de coopérative Le Gorille est maintenant livré! Malgré quelques retards dans les échéanciers en raison de la crise sanitaire sous fond de mésententes entre différentes parties, dont la Société d'habitation du Québec (SHQ), les membres du Gorille ont enfin pu prendre possession de leur logement entre la fin de 2020 et le début de 2021.

Initialement prévu dans La Petite-Patrie, le projet s'est retrouvé orphelin de site et a survécu grâce aux personnes requérantes du Comité logement Rosemont qui s'y sont greffées et ont revendiqué de l'inclusion sur un terrain vacant appelé à être redéveloppé. Le Gorille se trouve au 7^e étage d'un bâtiment qui abrite aussi une épicerie et des condos locatifs de luxe. Il comporte 28 unités d'habitation qui vont du studio au 5½.

Nous souhaitons longue vie au Gorille!

PROJET EN CONSTRUCTION

COOPÉRATIVE LA JOIE DE ROSEMONT, 5601 RUE BÉLANGER EST

La construction est en cours pour la coopérative La Joie de Rosemont, un projet piloté par le Groupe de ressources techniques (GRT) Groupe CDH. Avec l'avancée du projet, les rencontres entre le GRT et notre organisme se sont multipliées. Le Comité a fourni en novembre une liste de ménages requérants au noyau fondateur de La Joie et organisé conjointement avec le Groupe CDH deux assemblées d'information sur le projet.

La Joie de Rosemont permettra de loger 55 ménages locataires dont environ la moitié pourra bénéficier d'un supplément au loyer. Fait important : le tiers des unités comporte trois chambres à coucher et plus. Les unités adaptables, situées au premier étage, seront attribuées en priorité aux ménages avec des besoins d'accessibilité.

La pandémie a évidemment eu un impact notable sur le processus de sélection qui se poursuivra au cours du printemps et de l'été 2021, avec la prise de possession des logements par les membres prévue à la fin de l'été si tout va bien.

PROJET EN DÉVELOPPEMENT

OBNL D'HABITATION DE L'ÎLOT DU TECHNOPÔLE ANGUS

Ce projet de 79 unités s'insère dans le développement immobilier du Technopôle Angus de la Société de développement Angus (SDA), dans le quadrilatère formé par les rues Molson, Augustin-Frigon, Mont-Royal et William-Tremblay. En effet, en vertu de la Stratégie locale d'inclusion en vigueur à l'époque, le promoteur devait réserver à hauteur de 20% du projet pour du logement social. C'est l'OBNL d'habitation, Les Habitations communautaires Loggia, qui pilote le projet, accompagné du GRT Bâtir son quartier (BSQ) et des autres partenaires du BRIC. Dix pour cent des unités seront réservées à des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, référées par l'Association montréalaise pour la déficience intellectuelle.

Malgré des investissements annoncés par la Ville de Montréal durant l'été et puis au printemps pour aider à la réalisation et acheter le terrain, le projet est bloqué par un sous-investissement dans le programme AccèsLogis.

COOPÉRATIVE ROSE-MAIN : SITE RONA, GILFORD ET 2E AVENUE

Le projet de coopérative Rose-Main, né en 2013, a déjà vu une première phase de 42 unités se construire sur la rue Sherbrooke, mais restait en attente d'un dénouement dans sa bataille judiciaire l'opposant au promoteur immobilier Axxco-Angus inc. afin d'obtenir le site RONA qui devait lui être réservé. Ce dernier refusait de respecter son engagement de céder le terrain situé entre la 2e et la 4e avenue sur Gilford. Après des années d'attente et de lutte, après avoir gagné en Cour supérieure, puis en Cour d'appel, Rose-Main site Rona a pu crier victoire à l'automne puisque la Cour suprême a donné raison à la coopérative d'habitation. Mais un nouveau combat est maintenant à mener, sans financement adéquat d'AccèsLogis, on risque d'attendre longtemps avant de voir les 63 unités prévues être habitées par nos ménages requérants.

SITE SOLOTECH : GILFORD ENTRE LA 2E ET LA 4E AVENUE

En été 2020, la Ville de Montréal a annoncé investir pour l'achat du terrain qui a déjà abrité l'entreprise de multimédias Solotech sur Gilford entre la 2e et la 4e avenue. On s'attend à un projet qui pourrait aller de 45 à 65 unités de logement social, selon la typologie des logements et les contraintes liées à l'espace. Le projet est encore embryonnaire et fait partie des dossiers surveillés par le BRIC. Il est lui aussi dépendant d'un réinvestissement dans AccèsLogis pour voir le jour.

RÉFÉRENCEMENT

Notre organisme continue de référer des ménages requérants aux coopératives et OBNL d'habitation existants qui nous contactent. Nous avons fourni des listes aux Habitations les deux volets (3 logements), aux Habitations communautaires Loggia (2 logements) ainsi que pour trois logements disponibles en coopérative.

PERSONNES REQUÉRANTES POUR UN LOGEMENT SOCIAL

La liste des requérantEs en logement social est d'une importance vitale pour le Comité logement Rosemont. Elle est tenue de manière informatisée à travers notre base de données. Les ménages intéressés par un logement social sont invités à participer à l'un de nos ateliers et peuvent ensuite déposer leur requête. Lorsqu'il y a développement de logement social à Rosemont, le recrutement se fait prioritairement à travers notre liste.

Cette année, le Comité a fait appel à un expert en FileMaker, logiciel de gestion de bases de données, pour actualiser la base de données. Cela a permis de régler divers petits problèmes que nous avons avec le logiciel et de faciliter son utilisation. Nous en avons profité d'un ralentissement de nos activités pour mener à terme le travail de révision des fiches « requête » pour mieux les harmoniser avec les critères de la Société d'habitation du Québec.

Nous avons aussi procédé à la mise à jour de la liste de requérantEs. Une personne a été engagée pour contacter chaque requérantE par téléphone et mettre à jour les informations dans son dossier. Le nombre de requêtes actives est passé de 1306 à 941 ménages inscrits. Cette baisse s'explique par les raisons suivantes : certains ménages ont trouvé un logement social, d'autres ont quitté la ville, d'autres encore ne sont plus intéressés ou sont tout simplement introuvables.

Fait intéressant qui ressort de la mise à jour de nos listes : il y a beaucoup plus de ménages avec des besoins en adaptabilité ou accessibilité qu'on croyait. En effet, le taux a augmenté de 19% à 39% de nos ménages requérants.

Cette liste dresse un portrait des besoins en logement social du quartier et est utilisée pour penser la typologie des unités pour les projets de coopératives et d'OBNL qui se développent dans Rosemont.

STATISTIQUES DU COMITÉ

REQUÊTES	Nombre	
Requêtes actives	941	
Nouvelles requêtes	93	

COMPOSITION DES MÉNAGES	Nombre	%
Personnes seules	471	50%
Personnes seules femmes	352	75%
Minorités culturelles	303	32%
Couples sans enfants	46	5%
Familles monoparentales	192	17%
Avec femme chef de famille	165	86%
Avec 1 à 2 enfants	127	78%

Avec 3 enfants et plus	38	23%
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	22	13%
Familles avec couples	192	20%
Avec 1 à 2 enfants	101	53%
Avec 3 enfants et plus	91	47%
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	13	7%

TAUX D'EFFORT

	Nombre	%
Taux d'effort supérieur à 30 %	696	74%
Taux d'effort entre 30% et 49%	369	39%
Taux d'effort entre 50 % et 79%	241	26%
Taux d'effort supérieur ou égal 80 %	86	9%

BESOINS EN CHAMBRE À COUCHER

	Nombre	%
1 chambre à coucher (c.c.)	540	57%
2 chambres à coucher (c.c.)	191	20%
3 chambres à coucher (c.c.)	116	13%
		dont 42% vivent en surpopulation
4 chambres à coucher (c.c.)	64	7%
		dont 70% vivent en surpopulation
5 c.c. et plus	30	3%
		dont 100 % vivent en surpopulation

AUTRES

	Nombre	%
Besoins spéciaux	372	39%
État du logement : salubrité, vermine, travaux, etc.	305	62%
Requêtes avec au moins 1 personne de 65 ans et plus	317	34%

CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT (CDC)

La CDC Rosemont est la Table de concertation des organismes communautaires et culturels du quartier. Elle vise à favoriser la contribution du milieu communautaire de Rosemont au développement du quartier. Des éluEs des trois paliers de gouvernement y participent.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Le Comité logement Rosemont y était présent et a décidé de participer plus activement à la CDC en dépêchant une représentante sur le Conseil d'administration.

CONCERTO EXPRESSO

Cette année, ce lieu a joué un rôle crucial pour l'organisation, la coordination, le soutien et la santé mentale des groupes communautaires du Centre Lapalme, dont le Comité logement Rosemont. Les rencontres se sont multipliées, certaines avec des thèmes spécifiques à la pandémie, aux mesures sanitaires et à leurs impacts. Au total, le Comité a participé à près d'une vingtaine de ces rencontres. C'est par ce canal que l'on recevait les informations concernant le confinement du Centre Lapalme.

Le Concerto est aussi un lieu privilégié pour interpellier des éluEs et faire la promotion de nos campagnes et de nos luttes, pour y solliciter des appuis.

COMITÉ COHABITATION

Le comité cohab' est le lieu de rencontre des organismes qu'abrite le Centre Lapalme. C'est lors de ces rencontres que nous abordons entre autres le partage de l'espace entre la vingtaine d'organismes qui y ont pignon sur rue et les améliorations que nous aimerions voir dans nos locaux. Le Comité était présent à la rencontre de cette année.

RESTO POP

Il n'y a pas eu de Resto éphémère en raison de la pandémie. Malgré cela, le dossier continue d'avancer. Des décisions sur la logistique ont été prises (nombre de salariés, bénévoles, services, etc.). Mentionnons que quelques membres du Comité participent à titre de citoyens au travail du Resto Pop.



ESPACE 40E/BEAUBIEN

Né grâce au Projet impact collectif (PIC) de Centraide, cet espace communautaire vise à avoir une présence plus accrue dans l'Est du quartier. Le Comité a tenu une permanence en raison d'une demi-

journée par semaine, et ce durant tout l'automne 2020. Nous y avons aussi tenu une rencontre du Comité de coordination de la campagne *Pour des terrains 100% collectifs dans Rosemont*.

CLINIQUE D'IMPÔTS

Il y a eu deux cliniques d'impôts pour l'année 2020-2021 : l'une tenue tardivement en mai 2020, en raison du confinement, et l'autre en mars 2021. Le Comité logement Rosemont s'est impliqué dans cette initiative du milieu en y déléguant un membre de l'équipe de travail. Cette année, 235 résidentEs à faible revenu du quartier ont utilisé ce service entièrement initié par des groupes communautaires.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

Le BRIC est la Table de concertation en logement social du quartier. Elle regroupe des représentantEs des organismes suivants : la CDC de Rosemont, le Centre communautaire Petite-Côte, le CLSC de Rosemont, les Habitations communautaires Loggia, le Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et le Comité logement Rosemont. Cette table apporte son soutien aux nouveaux projets et est aussi un lieu d'information afin d'avoir l'heure juste sur les étapes de développement. Des décisions concernant le projet d'OBNL de l'îlot central du technopôle Angus, piloté par Loggia, ont été prises, tandis que d'autres font encore l'objet de discussions puisqu'elles touchent la liste des requérantEs du Comité. Cette année, il y a eu deux rencontres auxquelles le Comité a participé.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

REGROUPEMENTS NATIONAUX

REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité logement a assisté aux trois assemblées générales organisées en ligne : les 16, 24 et 30 septembre 2020, les 26 et 28 janvier 2021 et le 17 mars 2021. L'organisme a énergiquement participé aux débats et prises de décisions de ces rencontres nationales qui chaque année élaborent collectivement les priorités, les plans d'action et les campagnes.



L'année a été soulignée par une nouvelle campagne pour le contrôle obligatoire des loyers et la mise en place d'un registre provincial des loyers, et la réactualisation de la campagne *Passe-moi ton bail*. Nous avons voté des activités à organiser, documents à rédiger et recherches à mener relativement à ces campagnes et autres priorités d'importance pour le regroupement et ses membres : « rénovictions », hausses abusives des loyers, protection du parc locatif et spéculation immobilière, tout en exerçant une vigilance sans faille sur le travail du Tribunal administratif du logement. De plus, nous avons décidé de nous mobiliser autour des enjeux propres aux locataires des résidences privées pour aînés notamment en raison des problématiques exacerbées par la pandémie dans ces milieux de vie pour mieux pouvoir défendre les droits de ces ménages.

Les assemblées générales sont aussi des lieux de formation. Les membres du RCLALQ ont pu approfondir leurs connaissances sur la spéculation immobilière grâce à une présentation de Louis Gaudreau, professeur à l'UQAM.

Nous avons dû apprivoiser le virtuel, les actions régionales et locales ont remplacé les actions nationales et nous avons dû annuler plusieurs activités. Cependant, nous avons ensemble défendu les droits des locataires.

CAMPAGNE(S)



Le RCLALQ a lancé sa nouvelle campagne *Les loyers explosent, un contrôle s'impose !* pour revendiquer un gel des loyers jusqu'à la mise en place d'un contrôle obligatoire des loyers. En pleine crise du logement, cette campagne suscite l'intérêt général. D'autant plus que l'enquête sur le prix des logements à louer menée par le RCLALQ révèle des résultats embarrassants pour la SCHL et le gouvernement provincial.

Les groupes ont été invités à envoyer des courriels à la ministre Laforest et la campagne a récolté des centaines d'appuis d'organismes.

GROUPES DE MONTRÉAL

C'est par la plateforme Zoom que les Comités logement montréalais membres du RCLALQ se sont rencontrés à huit reprises en 2020-2021. La lutte à l'insalubrité des logements et la protection du parc locatif sont les principaux sujets abordés lors de ces réunions. En plus de l'échange d'information entre les groupes, cette instance élabore également des revendications, organise des actions et rencontre les éluEs et fonctionnaires municipaux afin de leur proposer des solutions pour l'amélioration des conditions de vie des locataires de Montréal.

COMITÉ MOBILISATION

Le comité mobilisation du RCLALQ représente l'instance où les groupes membres participants préparent les actions et le matériel de mobilisation afin de mettre en œuvre le plan d'action. Ce comité a permis de définir plusieurs détails concernant la campagne « Les loyers explosent, un contrôle s'impose ! ». Il a organisé les mobilisations de l'automne, notamment le matériel visuel et tout un scénario pour « fêter » les 40 ans de la Régie du logement qui s'est fait offrir un beau cadeau : un contrôle des loyers !

Le Comité logement Rosemont participe activement à ce comité et prend des tâches concrètes lors de chaque réunion. En 2020-2021, nous avons participé à six réunions du comité mobilisation.

COMITÉ FEMMES

Le comité femmes du RCLALQ a pour principal objectif d'assurer une perspective et une analyse féministe dans l'organisme. Il s'agit d'une instance non mixte, seules les militantes et les travailleuses des comités logement peuvent y participer. Une travailleuse de Comité participe avec grand intérêt à toutes les rencontres de ce comité.

Cette année, le comité femmes a repris le travail sur une formation 501 à offrir aux groupes membres du RCLALQ. Elle a pour but d'outiller les travailleuses et travailleurs des comités logement afin qu'elles et ils puissent intervenir auprès des femmes locataires vivant de la violence sexuelle dans leur logement.

ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS



12 juin 2020	Crise du logement : action visibilité « Drops » de bannières	5 personnes
10 novembre 2020	« Les loyers explosent, un contrôle s'impose! » Action devant le Tribunal administratif du logement	8 personnes
De l'automne 2020 au printemps 2021	Envoi massif de cartes postales et courriels à la ministre	
14 décembre 2020	Affichage de rue contre les évictions	6 personnes
14 décembre 2020	Conférence de presse « Entre fraude et spéculation »	4 personnes
22 février 2021	Affichage de rue pour un gel des loyers	6 personnes

FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)

Le Comité logement Rosemont est un membre actif du FRAPRU, qui porte nos revendications en matière de logement social, de droit au logement et de lutte à la pauvreté. Outre les assemblées générales et congrès (annulé en 2020), notre regroupement national a aussi une riche vie associative avec entre autres des comités de travail, la table des groupes de Montréal.

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité a participé aux quatre AG du FRAPRU, soit celles du 10 septembre, du 22 octobre, du 21 janvier et du 18 mars. Toutes ont été tenues en mode virtuelle. Malheureusement, contrairement à son habitude, notre organisme a dû restreindre ses délégations, car nous devons nous adapter au contexte de la pandémie. La priorité de l'année a été de poursuivre la campagne *Pour du logement social maintenant*.

CAMPAGNE(S)

En maintenant sa campagne sur le thème *Pour du logement social maintenant*, le FRAPRU avait comme objectif de démontrer les besoins et l'importance du logement social. Du maintien des pressions sur le gouvernement du Québec pour une nouvelle programmation ambitieuse d'AccèsLogis à la promotion de la socialisation du parc de logement locatif afin de résoudre les problèmes de logement, le FRAPRU a continué de se faire entendre par différents moyens.



Les actions de théâtre engagé se sont maintenues, mais le Comité n'y a pas pris une part active afin de se centrer plutôt sur nos priorités locales.

Aussi, il a été décidé que le FRAPRU fasse les représentations nécessaires afin que des mesures d'urgences adéquates soient mises en place pour les sans-logis du 1er juillet.

GROUPES DE MONTRÉAL

Espace de concertation des groupes membres du FRAPRU de Montréal pour aborder et agir sur les enjeux qui nous touchent (gentrification, lutte à la pauvreté, logement social, etc.), le Comité

logement Rosemont y participe activement et était présent à toutes les rencontres. Le Comité logement a participé à des actions de solidarité auprès des mal-logéEs, révisé et finalisé la BD sur la gentrification et suivi le dossier du Règlement pour une métropole mixte, en participant à la 2e vague de consultations sur le sujet. L'organisme a été présent à six rencontres.

ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS



1er juin 2020	Crise du logement : Conférence de presse et rassemblement virtuel	10 personnes
12 juin 2020	Crise du logement : action visibilité « Drops » de bannières	5 personnes
22 octobre 2020	Solidarité avec les sans-logis du campement de Montréal-Nord	3 personnes
11 novembre 2020	Affichage <i>Pour du logement social maintenant!</i> 3 affiches géantes	
25 janvier 2021	Action dans l'Est de Montréal Pour du logement social maintenant!	3 personnes
8 février 2021	Manifestation dans le sud-ouest de Montréal Pour du logement social maintenant!	5 personnes

AUTRES LUTTES SOCIALES

TABLE RÉGIONALE DES ORGANISMES VOLONTAIRES EN ÉDUCATION POPULAIRE DE MONTRÉAL (TROVEP)

Le Comité logement Rosemont est membre de longue date de la TROVEP de Montréal. Ce regroupement réunit des organismes de différents secteurs d'activité, dont le logement. Deux axes majeurs orientent ses activités : la lutte à la pauvreté et aux injustices sociales en générale et le financement des organismes communautaires. La TROVEP se préoccupe aussi de certains enjeux montréalais tels que le transport en commun et la démocratie municipale. Un membre de l'équipe de travail a été élu sur le Comité de coordination de la TROVEP. Cette année, une action a eu lieu concernant la justice climatique et la justice sociale.

COLLECTIF DE RECHERCHE ET D'ACTION SUR L'HABITAT (CRACH)

Le Comité a maintenu des liens avec le CRACH afin de rester au courant des recherches et autres analyses sur le logement. Un membre de l'équipe a participé en février 2021 à une conférence présentant un rapport de recherche sur les promoteurs immobiliers.

Le rapport complet est disponible sur le site : <http://crach.ca/rapport-de-recherche-sur-la-promotion-immobiliere-a-montreal/>

APPUIS

Chaque année, le Comité se solidarise avec d'autres organismes en appuyant leurs luttes sur diverses causes de justices sociales. Voici une liste non exhaustive de ces appuis en 2020-2021.

1er octobre 2020 : Tarification sociale pour le transport en commun : envoi d'une lettre à l'ARTM-MPTA

1er octobre 2020 : Pour un Règlement interdisant les subdivisions et les fusions de logement – CACV

5 octobre 2020 : Pour un règlement interdisant les subdivisions et les fusions de logement – Projet Genèse

22 octobre 2020 : Pour que les femmes soient une priorité dans le développement du logement social – Table des groupes de femmes

7 décembre 2020 : Participation à un rassemblement pour une réforme de l'assurance-emploi – MASSE

8 décembre 2020 : Déclaration d'appui contre les expulsions du camp Notre-Dame

16 décembre 2020 : Carte de vœu à la ministre responsable de l'assurance-emploi pour faire une réforme de celle-ci – MASSE

2 mars 2021 : Lettre d'appui pour dénoncer les conditions de détentions des femmes de la prison Leclerc

VIE ASSOCIATIVE

MEMBRES

Le 31 mars 2021, le Comité logement Rosemont comptait 232 membres en règle, dont 171 membres réguliers et régulières qui habitent Rosemont et 61 membres sympathisantEs qui n'habitent pas le quartier, mais participent à nos activités.



On remarque une baisse du nombre de membres, qui pourrait s'expliquer en partie par la baisse de nos rencontres en présentiel, occasions pour plusieurs de renouveler leur carte de membre et de se tenir au courant des activités et mobilisations auxquelles participe le Comité. À cela, il faut également ajouter que depuis mars 2019 environ 70 requérantEs souvent membres ont emménagé dans leur coopérative (Rose-Main et Le Gorille) et que les premières années de vie d'une coop exigent énormément d'implication de la part des locataires/membres.

PORTRAIT DES MEMBRES 2019-2020

	Nombre	%
Nombre total de membres en règle	232	100
Nouveaux membres	59	25
Renouvellements	131	56
Membres avec requête	201	87%
Membres 65 ans et plus	94	41%
Membres femmes	163	70%
Membres avec un taux d'effort de 30 % et plus	151	44%
Minorités culturelles	70	30%
Communication par courriel	94	40%

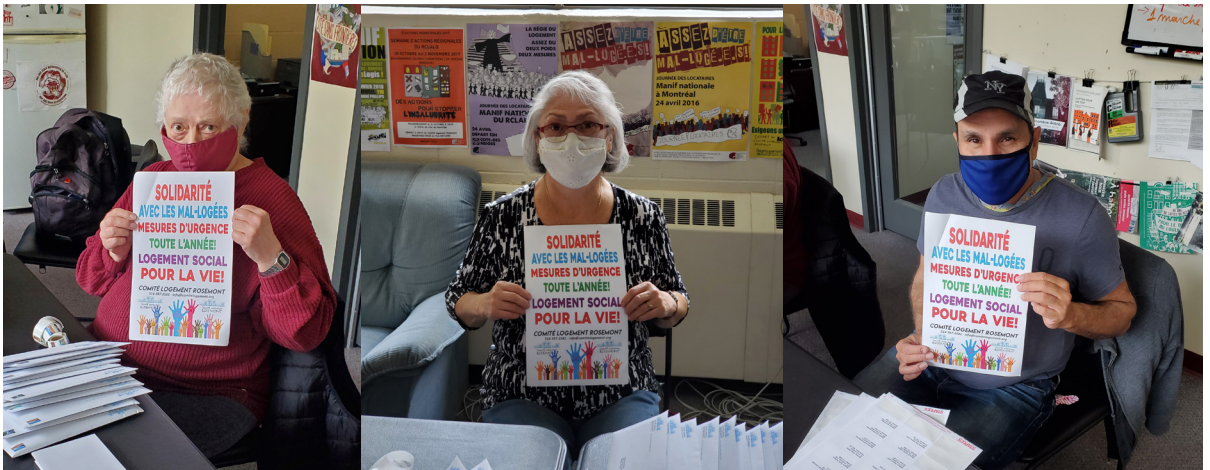
COMMUNICATION AVEC LES MEMBRES

Nos membres sont toujours invitéEs à toutes les activités de l'organisme par courriel, téléphone et/ou courrier. Le bulletin de nouvelles de l'organisme, Le Baux Fixes, est maintenant envoyé par courriel à environ 100 membres.

Avec la fermeture du Centre Lapalme au printemps de 2020 due à la pandémie, le Comité a téléphoné à touTEs ses membres en commençant par les aînéEs, pour prendre des nouvelles, connaître leurs besoins particuliers et garder le contact malgré les conditions et le confinement.

Le Comité a multiplié les envois postaux à ses membres, surtout dans les premiers mois du confinement, pour leur apporter du soutien, les informer sur la situation de l'organisme, les mobiliser à faire de l'affichage et pour briser l'isolement.

Le Comité a effectué quatre campagnes de renouvellement : juin 2020, octobre 2020, février 2021 et mars 2021.



MILITANTES ET LES BÉNÉVOLES EN TEMPS DE COVID-19

Il est évident que la COVID-19 a eu un impact sur nos activités de vie associative et de mobilisation, bref sur toutes nos activités. Pendant la dernière année, notre organisme n'a pas pu maintenir ses activités à la fréquence ou au niveau de participation à laquelle il était habitué.

En fait, l'organisation de nos événements dépendait des mesures sanitaires adoptées par le gouvernement et le Centre Lapalme. Mis à part pendant les périodes de confinements où le Centre Lapalme était fermé, l'accès au Centre, aux salles et à nos bureaux, était régi par la CDC de Rosemont qui se devait de respecter strictement les mesures sanitaires puisque les personnes utilisant le Centre vont des nourrissons aux aînés et que celui-ci héberge une vingtaine de groupes communautaires. Un registre des entrées et sorties a donc été créé, le nombre de personnes par salle limité et les sortes d'activités permises réduites.

De son côté, l'équipe a bien sûr pris en compte la santé de ses membres sachant que 41 % sont âgés de 65 ans et plus, et sont donc des personnes à risque plus élevé. Elle a également évalué dans quelle mesure les membres étaient à l'aise pour participer à des événements publics.

Traditionnellement un lieu dynamique de convivialité et de rencontres, les bureaux du Comité n'étaient accessibles que sur rendez-vous à un nombre très limité de personnes.

Ainsi, le Comité a dû annuler plusieurs de ses activités tant appréciées de ses membres : la fête de fin d'année, les soirées ciné-logement, les ateliers créatifs, sans parler des Assemblées logement et Tables des requérantEs qui ont été drastiquement restreintes.

En dépit de toutes ces restrictions, ces inquiétudes et incertitudes, nous avons toutes et tous, équipe, CA et membres militantEs et bénévoles continué à nous organiser et à nous impliquer pour le droit au logement.

SOUTIEN À L'ENGAGEMENT

Pour favoriser la participation et le bien-être de ses membres, le Comité a offert des couvre-visages, des collations, des billets d'autobus lors des rassemblements, mais a aussi fait l'achat de deux tablettes et d'un



nouveau portable. Pour contrer la fracture numérique, l'organisme a également mis des ordinateurs et des espaces à la disposition de certains membres pour leur permettre de participer aux réunions virtuelles des comités de travail, du CA et autres rencontres, soit les membres n'ayant pas accès à Internet et éprouvant des difficultés à utiliser cet outil de communication..

Des membres bénévoles ont aidé à travers l'année à faire des envois postaux, des appels téléphoniques et à préparer le repas pour notre Assemblée logement. Merci pour votre contribution à nos luttes!

Envois postaux	15 septembre 2020 (5 personnes)
	18 janvier 2020 (3 personnes)
	30 mars 2021 (3 personnes)
Cuisine - Assemblée logement	26 novembre 2020 (7 personnes)

ACTIVITÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE (AGA)

Initialement prévue en juin 2020, puis reportée au 1er octobre, l'Assemblée générale annuelle du Comité logement Rosemont s'est finalement tenue virtuellement le 20 octobre 2020, avec Émilie Joly, ancienne permanente du FRAPRU, à l'animation et Guillaume Richard, agent de développement de la CDC de Rosemont, au secrétariat.

Le passage de Montréal en « zone rouge » ne nous laissait guère le choix et limitait grandement les possibilités de se réunir en personne. Le Comité a pu faire appel au Centre des organismes communautaires, qui nous a conseillés dans l'organisation de cette rencontre virtuelle. La rencontre a accueilli une vingtaine de membres. Les personnes qui n'avaient pas accès à Internet ont pu participer par téléphone, ce qui a amené son lot de défis supplémentaires pour s'assurer que tous et toutes puissent se faire entendre.



Les membres du Comité ont pu prendre acte du rapport d'activités et des états financiers 2019-2020, du bilan intérimaire de l'année financière déjà entamée et voter sur le plan d'action 2020-2021. Nous avons ainsi collectivement décidé, comme priorité de l'année, de poursuivre la campagne Pour des terrains 100% collectifs à Rosemont. Il a aussi fallu adapter le plan d'action au contexte sanitaire et tenir compte du fait que nous aurions parfois à annuler ou déplacer la tenue de certaines activités prévues dans notre calendrier.

Nous tenons à dire un gros merci à toutes les personnes qui ont contribué à cet important exercice démocratique qu'est l'assemblée générale annuelle!

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE (AGE)

Le Comité logement Rosemont a effectué cette année un important travail de mise à jour de ses règlements généraux, afin qu'ils reflètent mieux l'organisme tel qu'il est aujourd'hui, que ce soit au niveau de l'équipe de travail, des membres ou de nos pratiques, et ce dans un langage clair et accessible.

Préparée conjointement par l'équipe de travail et le conseil d'administration, la nouvelle mouture de nos règlements généraux a été présentée aux membres réunis en assemblée générale extraordinaire le 3 février 2021, qui ont pu la bonifier. L'assemblée s'est tenue dans une formule mixte virtuelle/présentielle, afin de favoriser la participation de tous et toutes, et a réuni 23 participantEs.

ASSEMBLÉE LOGEMENT



Malheureusement, il n'y a eu qu'une seule assemblée logement en 2020-2021, soit en novembre. Une vingtaine de personnes était présente. Ce fut une occasion pour les membres de renouer après plusieurs mois d'isolement, de se tenir informés des nouvelles du Comité et de partager leurs expériences et ressentis en ces temps si extraordinaires.

Cette activité nous a manqué cruellement, mais ne pouvait être tenue comme on l'aurait souhaité en raison de l'application des règles sanitaires.

TABLE DES REQUÉRANTES

Le Comité logement Rosemont a travaillé fort pour permettre à touTEs ses membres d'être informésEs sur les derniers développements en matière de logement social dans Rosemont, malgré le contexte de pandémie.

10 novembre 2020	Rencontre en formule mixte	26 personnes
17 novembre 2020	Rencontre en formule mixte	17 personnes
23 novembre 2020	Rencontre sur Zoom	6 personnes
9 mars 2021	Rencontre sur Zoom	20 personnes

PIQUE-NIQUE DE JUILLET



Le Comité logement Rosemont a profité de la fin du premier confinement et du beau temps de juillet 2020 pour organiser un pique-nique au parc Lafond avec ses membres, sous une formule similaire à l'assemblée logement. Ce fut l'occasion, après des mois de confinement, de se retrouver pour socialiser, fraterniser et pour parler de la crise du logement, de la crise sanitaire et des luttes et activités à suivre avec le Comité. L'activité a rassemblé environ 25 personnes.

ÉQUIPE DU COMITÉ

COGESTION

Entamée en 2018, la transition vers la cogestion s'est finalisée cette année. Le Comité tient à remercier le Centre de formation populaire de Montréal de l'avoir accompagné et conseillé tout au long de ce cheminement. Autre acteur fondamental de ce changement, le CA de l'organisme qui était ouvert à cette entreprise et qui a aussi guidé et encadré ce choix de transfert vers un nouveau mode de gouvernance.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Une nouvelle personne a été élue par acclamation au conseil d'administration du Comité lors de l'AGA du 20 octobre 2020. Nous accueillons Latifa Bilali, militante active au Comité, pour un premier mandat. Louis-Alexandre Hébert-Gosselin a lui été réélu pour un second mandat. François Saillant, Marilène Berthiaume et Marie-Rose Gilles en sont à leur deuxième année en tant qu'administrateur et administratrices. C'est aussi lors de l'AGA que Jean-Claude Laporte a été désigné administrateur représentant de l'équipe de travail. Le CA s'est rencontré à 11 reprises. Il a également chapeauté deux comités de travail : un premier sur les règlements généraux et un deuxième sur la politique des conditions de travail. Avec les modifications aux règlements généraux, le CA et l'équipe de travail ont également élaboré un guide définissant les pouvoirs et responsabilités de l'équipe et du CA. Une politique des dons a aussi été adoptée.



Outre ces tâches administratives soulignons l'important travail de soutien des membres du conseil qui ont appuyé et conseillé l'équipe de travail pendant et après le confinement au niveau organisationnel

et bien plus. Merci à vous. Profitons de l'occasion pour remercier chaleureusement Jean Gosselin, membre sortant, pour sa précieuse implication dans le Comité et sa riche contribution dans plusieurs dossiers importants.

Le CA est composé de :

François Saillant, président

Marilène Berthiaume, vice-présidente

Marie-Rose Gilles, trésorière

Louis-Alexandre Hébert-Gosselin, secrétaire

Latifa Bilali, administratrice

Jean-Claude Laporte, administrateur et représentant de l'équipe de travail

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Soyons francs, l'année a été éprouvante et l'équipe a dû déployer des forces insoupçonnées pour adapter et réaliser son plan d'action. Le manque de relations en personne avec les membres compte parmi les contraintes les plus difficiles. Le niveau de flexibilité exigé pour l'organisation des quelques activités autorisées a été des plus énergivore. Il a fallu se remettre en question, harmoniser les stratégies prévues aux mesures sanitaires, revoir nos façons de faire et de travailler. L'équipe a donc fait beaucoup d'apprentissages, dont le télétravail et les plateformes de vidéoconférence pour n'en nommer que deux. Pourtant, en faisant le bilan de l'année, l'équipe a pu constater qu'elle avait réussi à passer au travers de cette période si étrange en faisant du mieux qu'elle a pu pour apporter un peu de normalité dans cet épisode de grande confusion.



Tout d'abord, nous souhaitons bonne chance à notre collègue Alice Châtel qui a décidé de se tourner vers d'autres horizons, malheureusement la pandémie nous a empêchés de souligner son départ. Mais, nous allons au moins pouvoir revoir Alice et sa famille dans la rue. Et c'est sans surprise que Jean-Claude Laporte a rejoint nos rangs permanents à titre d'organisateur communautaire après deux remplacements. Le Comité a également renouvelé d'un an le contrat de Madelaine Dubois, employée l'année dernière grâce à un financement supplémentaire de Centraide. En plus de l'équipe régulière, nous avons pu compter sur le support de deux employéEs engagéEs via le programme Emploi d'été Canada, qui sont venuEs nous aider épisodiquement lors des périodes de gros achalandage, ainsi que sur l'aide d'un agent d'appels qui a mis à jour les requêtes en logement social.

Éric Locas, responsable du service aux locataires

Caroline Magnier, organisatrice communautaire

Arnaud Duplessis-Lalonde, organisateur communautaire

Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire

Madelaine Dubois, agente à l'accueil et à la liaison

Rose-Hélène Delisle, intervenante au service aux locataires

Matthieu Longval, intervenant au service aux locataires

Francis Stanley, agent d'appels contractuel

STAGIAIRES

Le Bureau des services juridiques de la Faculté de droit de l'Université de Montréal a annulé les stages en milieu communautaire se déroulant en présentiel pour 2020-2021 en raison de la pandémie.

FINANCEMENT

CENTRAIDE

Centraide est un important partenaire du Comité logement Rosemont, et ce depuis 1981, grâce auquel nous pouvons accomplir notre mission. La fondation nous apporte aussi de précieux conseils sur l'administration de l'organisme et offre à l'occasion des formations. C'est dans cette optique que nous avons participé à un webinaire tenu par celle-ci sur le fonctionnement de Centraide, son mode d'évaluation et la reddition de comptes. Le Comité logement Rosemont croit fermement à la mission de Centraide et a participé avec ses membres à la campagne #IciAvecCoeurMTL, en contribuant à une mosaïque de solidarité.

Cette année, le Comité logement a pu bénéficier de deux sources de financement additionnelles de la part de la fondation, soit un financement ponctuel de 50 000\$ qui nous a permis de renouveler le poste à l'accueil, que nous avons annoncé l'an passé, et dont une partie des fonds nous sert encore cette année, et le Fonds d'urgence pour l'appui communautaire.

FONDS D'URGENCE POUR L'APPUI COMMUNAUTAIRE (FUAC)

Le FUAC est une subvention fédérale administrée par Centraide pour permettre aux organismes de continuer à servir les populations vulnérables à travers la crise sanitaire que nous vivons. Il a permis entre autres au Comité de changer son système de téléphonie pour faciliter le télétravail, de garder contact avec ses membres grâce à un budget bonifié de nos dépenses de postes et messagerie, et de financer un emploi temporaire afin de contacter les ménages inscrits sur sa liste de requérantEs pour des mises à jour de dossiers et de l'information.

SACAIS

Le Comité logement Rosemont reçoit toujours du financement du SACAIS. Ce dernier ayant été bonifié, les montants à recevoir devraient nous permettre de maintenir l'équipe en place. Par ailleurs, la lutte au niveau national pour une hausse des subventions se maintient, autant pour nous, mais surtout pour les organismes qui sont moins subventionnés que nous.

SOUTIEN À L'ACTION BÉNÉVOLE (SAB)

Depuis maintenant deux ans, le Soutien à l'action bénévole, financement octroyé par le bureau du député provincial de Rosemont, a plus que doublé. Le Comité se réjouit de constater que ce bureau reconnaît que le droit au logement est essentiel dans la lutte à la pauvreté.

ANNEXE SIGLES ET ACRONYMES

AGA	Assemblée générale annuelle
BRIC	Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation
BSQ	Bâtir son quartier
CA	Conseil d'administration
CDC	Corporation de développement communautaire
CDH	Conseil en Développement de l'Habitation
CIUSSS	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CSSDM	Centre de services scolaire de Montréal
COCO	Comité de coordination
CRACH	Collectif de Recherche et d'ACtion sur l'Habitat
FRAPRU	Front d'action populaire en réaménagement urbain
GRT	Groupe de ressources techniques
OBNL	Organisme à but non lucratif
PIC	Projet impact collectif
RCLALQ	Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
SACAIS	Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales
SDA	Société de développement Angus
TAL	Tribunal administratif du logement
TDR	Table des requérants
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal

**UN TOIT POUR
TOUT LE MONDE !**